

McKinsey, symbole de l'ère Macron



Par Francis Bergeron

Mardi, sur les Champs-Élysées, à la hauteur du numéro 90, entre Zara et Sephora, de nombreux policiers filtraient les badauds.

Ce n'était pas les Gilets jaunes qui étaient visés, mais le personnel de McKinsey. Une perquisition était en cours au siège de ce cabinet de conseil, installé à cette adresse prestigieuse.

Les policiers portaient des brassards « douane » car une enquête est ouverte sur une présomption de fraude fiscale mondiale.

Tout a commencé en mars 2022, lorsque le Sénat, sous la direction d'Arnaud Bazin, sénateur LR, a publié le fruit d'une enquête sur les cabinets de conseil. Ce rapport a mis en avant le fait que, pour la seule année 2021, l'État a dépensé plus d'un milliard d'euros pour des travaux menés par de tels cabinets, dont McKinsey (18 000 consultants dans le monde, et parmi eux 720 basés en France, ces derniers générant un chiffre d'affaires annuel de 320 millions d'euros). L'enquête du Sénat a révélé ou confirmé un certain nombre d'anomalies concernant en particulier ce prestataire américain.

Le rapport sénatorial confirme par exemple que McKinsey, malgré ses 720 consultants et des clients aussi prestigieux que le gouvernement français, ne paye pas d'impôts en France : tout remonte aux États-Unis. Le rapport soutient que le directeur associé, qui a la charge des prestations en direction du secteur public, le dénommé Karim Tadjeddine, aurait fait un faux témoignage devant le Sénat, le 18 janvier dernier, alors qu'il était entendu sous serment...

Mais le premier scandale, c'est le fait que l'État, les ministères, très largement en sureffectif par rapport aux pratiques dans des pays équivalents, se croient obligés de confier à des sociétés privées des études pour lesquels ils sont censés avoir les compétences suffisantes au sein des équipes de hauts fonctionnaires.

Le deuxième scandale, c'est que de telles études soient confiées à des entreprises étrangères comme McKinsey plutôt qu'à des prestataires français ou au moins européens. Le fait que Victor Fabius, le fils de l'ancien Premier ministre Laurent Fabius, soit directeur associé de McKinsey France paraît un motif assez léger pour privilégier ce cabinet, qui a notamment piloté le

déploiement du passe sanitaire pour le compte du ministère de la Santé, avec la pertinence que l'on sait.

Le troisième scandale tient au fait que les pratiques fiscales de McKinsey semblent aller au-delà d'une légitime « optimisation fiscale », mais pourraient relever tout simplement de la fraude fiscale. À en croire le Sénat, McKinsey aurait organisé une véritable filière d'évasion fiscale vers le Delaware, qui est un État américain considéré comme un paradis fiscal. S'agit-il simplement d'optimisation fiscale quand on apprend que, dans la ville de Wilmington (comté de New Castle, État du Delaware), McKinsey ne disposerait que d'une simple boîte postale ? Pour en faire le siège de McKinsey France, il faut oser.

C'est d'abord un scandale d'État

Ultime scandale : le patron de McKinsey qui ment sous serment aux sénateurs. Si cette affirmation de la commission sénatoriale est confirmée, les sanctions à l'encontre de McKinsey devraient être radicales. Même Macron s'est dit « choqué » après la lecture du rapport. Il ne pouvait dire moins.

La perquisition de mardi est menée à l'initiative du parquet national financier (le même qui a enfoncé Fillon et Sarkozy). L'enquête ne vise donc que le statut fiscal de McKinsey France.

Mais c'est aussi une affaire d'État, par cette pratique consistant à mettre entre les mains d'entreprises américaines aux pratiques douteuses (et à la compétence contestée) les intérêts de notre pays. De ce point de vue, il est vraiment regrettable que, lors de son face-à-face du second tour avec Macron, le 20 avril dernier, Marine Le Pen ne soit pas montée au créneau sur un dossier qui est loin d'avoir encore livré tous ses secrets.

Francis Bergeron

Article paru dans *Présent* daté du 25 mai 2022